



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Assemblée plénière extraordinaire du 14 septembre 2015

Intervention de Gérard PIEL

Rapport n°1

Les drames que subissent plusieurs centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants aux portes de l'Union Européenne, et aujourd'hui même dans certains Etats européens, appellent à une réponse ambitieuse, responsable, soucieuse de la dignité des personnes réfugiées sur notre territoire, et consciente des responsabilités qui sont les nôtres dans leur exil.

Aussi, le groupe Front de Gauche, qui le réclamait depuis plusieurs mois, se félicite aujourd'hui que notre collectivité se positionne sans ambiguïté dans une perspective de solidarité et d'accueil de ces populations en souffrance.

Ainsi que le rappelle le rapport, la Région n'a pas attendu que l'émotion s'empare de nos dirigeants pour mettre en œuvre des mesures d'assistance et d'accompagnement des familles ou des mineurs isolés qui fuient les zones de conflits.

Des actions concrètes sont déjà en œuvre pour pallier l'urgence humanitaire à laquelle nous avons l'obligation de faire face.

Obligation pour la condition humaine et pour notre dignité. Nous avons trop lu ces dernières semaines des déclarations indignes y compris d'élus dont le moins que l'on puisse dire c'est qu'ils et elles ne reculent devant rien même l'ignominie pour - croient-ils - gagner quelques voix.

Deux motions votées ces derniers mois soulignaient déjà le refus de notre collectivité d'ignorer les drames qui se jouaient et se jouent encore à nos portes, qu'ils soient terrestres ou maritimes.

Riche de notre histoire, de la diversité de la population qui en découle, et face à l'inertie de l'Etat et de l'Union Européenne, nous appelions le gouvernement à engager des mesures d'envergure pour faire face à l'urgence, en autorisant notamment la réquisition de bâtiments publics telle l'ancienne base aérienne de Roquebrune Cap Martin ou les locaux pour partie vides de la légion situés à Orange.

Malgré les limites imposées par les finances contraintes auxquelles elle doit faire face, conséquences des logiques austéritaires qui président à toute décision gouvernementale, notre collectivité a, elle, choisi d'apporter une réponse conséquente à ces enjeux et nous en sommes satisfaits.

Ce rapport comporte en effet des engagements précis en terme d'accueil d'urgence des populations réfugiées mais également des perspectives plus larges pour permettre l'accompagnement et l'intégration par la scolarisation, la formation, l'accès au logement.

Il permettra également l'accompagnement des communes qui accueilleront des réfugiés et des associations qui travaillent à leurs côtés et s'accompagne de financements dédiés.

Cela nous semble à la hauteur des réponses que peut apporter une collectivité telle que la nôtre, et du devoir d'humanité et de solidarité que nous devons à ces populations.

Heureusement que les communes, les départements et les régions se mobilisent aujourd'hui, car malgré l'austérité qui les frappe, elles ont à cœur de répondre à l'urgence alors même que les annonces du gouvernement et l'Union Européenne apparaissent bien tardives et largement en deçà des enjeux auxquels nous devons faire face.

En effet, si la solidarité des citoyens, des élus locaux et des collectivités est aujourd'hui en marche, elle ne doit pas exonérer l'Etat de ses responsabilités alors même que la France, de par la logique guerrière dans laquelle elle s'enfonce depuis plusieurs années, porte une large part de responsabilité dans cet exil auquel sont contraints des centaines de milliers de personnes.

Après des mois de tergiversations l'Union Européenne et ses états membres daignent enfin esquisser quelques pistes d'action.

Sous la pression populaire, n'en déplaisent à Mesdames Le Pen ou à Monsieur Estrosi, l'Etat français a, par la voix du Président de la République et du Ministre de l'Intérieur, lui aussi indiqué les mesures qu'il comptait prendre.

Le moins que l'on puisse dire c'est que ces annonces renforcent nos inquiétudes tant la mesure de la crise humanitaire que vivent ces populations ne semble pas avoir été intégrée par le gouvernement.

En effet, comment est-il envisageable que ce dernier laisse à penser que l'une des réponses à apporter soit l'engagement de notre pays dans des frappes unilatérales en Syrie sans mandat de l'ONU ?

Est-il raisonnable de ne plus engager de processus de paix dans ces pays, de ne plus croire en la voie diplomatique, de penser que le climat de guerre actuel n'est en rien responsable de la fuite de ces populations ?

Je vous rappelle que notre Région participe en tant qu'institution à la Journée Internationale de la Paix qui se déroulera le 21 septembre prochain, saisissons-nous de cette occasion pour réaffirmer notre attachement commun à la diplomatie en Méditerranée et partout dans le monde.

Nous devons en premier lieu exiger de l'Etat que cesse cette logique guerrière qui n'a provoqué que chaos et déstabilisation d'une région entière provoquant un exode massif d'hommes, de femmes et d'enfants fuyant la guerre, les exactions et la misère.

Le gouvernement français doit au contraire user de son influence diplomatique pour stopper toute escalade du conflit en Syrie.

Il doit également condamner sans ambiguïté l'attitude du gouvernement turc qui, sous couvert de lutter contre Daesh, allie répression implacable contre le peuple kurde, contre les militants et les dirigeants du parti HDP, et offensive militaire contre les bases du PKK, pourtant seul rempart contre Daesh au Kurdistan.

Aucune condamnation de l'Etat français, pas plus que de dénonciation de l'attitude xénophobe du gouvernement hongrois et de sa police, qui traite la question des réfugiés à coups de matraque et de mur à ses frontières.

Les déclarations d'intention de la France à l'égard des réfugiés semblent dérisoires face aux impératifs d'assistance et de secours en direction des populations fuyant la guerre, la misère ou le chaos, qui nous incombent.

24 000 personnes accueillies c'est bien trop peu alors même que 300 000 personnes ont déjà tenté de fuir les exactions dans leur pays cette année et que 3000 y ont laissé la vie parce que l'accès à une Europe qui se barricade augmente chaque jour la dangerosité de leur trajet.

En outre, l'idée d'un tri aux portes de l'Europe entre les bons réfugiés qui auraient le droit d'entrer sur notre territoire et les mauvais que l'on abandonnerait à leur sort dans un pays inconnu voire ouvertement hostile est une ignominie à laquelle notre groupe est frontalement opposé.

Nous notons d'ailleurs avec satisfaction que notre collectivité ne limite pas son action aux seuls syriens, irakiens et Erythréens dans son exposé des motifs et demandons à ce qu'elle interpelle le gouvernement pour qu'il renonce à cette proposition indigne des traditions d'accueil et d'asile de notre pays.

Nous n'oublions pas les hommes, les femmes et les enfants en déshérence à Vintimille, eux aussi méritent un accueil humain et digne. Notre pays, notre région ont déjà été terre d'accueil.

Peut-être certains d'entre vous sont issus de l'arrivée des arméniens fuyant le génocide, des italiens persécutés par le fascisme, des espagnols laissés aux mains de la tyrannie franquiste, des boatpeople pris dans la débâcle américaine au Viêtnam.

Nous appelons également le Conseil Régional à exiger de l'Etat qu'il débloque les financements nécessaires à l'accueil d'urgence de ces populations.

Car aujourd'hui, sans financement annoncé, les déclarations du gouvernement semblent relever davantage de l'intention que d'une réelle volonté de concrétisation.

Pire, elles laissent à penser, mais sans doute avons-nous l'esprit retors, que cet indispensable élan de solidarité serait à la charge des collectivités, et au premier chef des communes, alors même que la logique d'austérité dans laquelle est engagée l'Etat à laisser nos finances locales exsangues.

Le groupe Front de Gauche est bien évidemment opposé à tout nouveau désengagement de l'Etat en direction des collectivités.

Si ces dernières, maillons essentiels de l'égalité républicaine et de la fraternité, doivent jouer leur rôle pour permettre un accueil digne des réfugiés sur l'ensemble du territoire national et régional, et nombreuses sont celles qui ont déjà pris leur responsabilité en la matière, l'Etat doit stopper l'austérité qu'il leur impose et engager les budgets nécessaires à une solution pérenne d'assistance et d'accompagnement de ces populations.

Répondre à l'urgence est une chose, permettre un haut niveau d'accueil et d'intégration pour des personnes déjà fragilisées suppose un engagement résolu de l'Etat en direction des collectivités qui en seront les chevilles ouvrières.

Nous demandons à l'Etat d'allouer les crédits nécessaires pour soutenir le travail des associations, des communes, donner plus de moyens au logement social, mettre à disposition des familles le patrimoine public inoccupé, permettre la réquisition des logements vides...

Bref, nous appelons le gouvernement à sortir des déclarations d'intention et des comptes d'apothicaire, et à engager notre pays dans une mobilisation exceptionnelle pour répondre à une urgence sociale et sanitaire sans précédent qui nécessite des budgets et une volonté politique sans faille.

Nous en sommes encore loin et c'est pourquoi, malgré un contexte compliqué, nous saluons l'exemplarité de nombreuses collectivités qui à leur échelle participent de cet impératif de solidarité et soutenons la poursuite et le renforcement de l'engagement de notre Région en ce sens appliquant la devise de la République: Liberté Égalité Fraternité.

Seul le prononcé fait foi